

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 04 FEVRIER 2014**

FN/RT

**OBJET : N° 1.8. – ADMINISTRATION GENERALE –  
OPERATIONS URBANISME – PARTICIPATIONS COMMUNALES – PRIORITES D'ENGAGEMENT -**

L'an deux mille quatorze, le quatre du mois de février à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Marie DURIEU, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean OZIL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max THIBON, Vice-Président du Syndicat,

M. Jean COROMINA, Vice-Président du Syndicat,  
M. Roland BOULLE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques BOYER, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Jean POUZACHE, Vice-Président du Syndicat,  
M. René UGHETTO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacky BARBE, Vice-Président du Syndicat.

A été élu secrétaire de séance : M. Max THIBON.

**OBJET : N° 1.8. – ADMINISTRATION GENERALE –  
OPERATIONS URBANISME – PARTICIPATIONS COMMUNALES – PRIORITES D'ENGAGEMENT**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 23 novembre 2009).

Lors de sa dernière réunion, le Comité Syndical a décidé la suppression des participations communales aux travaux touchant aux réseaux d'enjeu local en eau potable et collecte des eaux usées, à l'exception des opérations en lien avec le développement urbanistique des communes (participation de la commune à hauteur de 50 % des dépenses du réseau principal).

Afin de respecter les enveloppes budgétaires, les instances syndicales sont amenées courant 2014 à travailler sur des critères de priorisation des dossiers. En raison du contexte électoral et du renouvellement des instances, il sera difficile pour ces dernières de prendre position avant l'automne 2014. Or des besoins d'extension ou renforcement de réseaux en lien avec des autorisations d'urbanisme vont apparaître rapidement et il convient de pouvoir y donner suite.

Le Collège Exécutif, après en avoir longuement débattu, formule les propositions suivantes :

- Engager un certain nombre de dossiers relevant des opérations 103 et 203 (« en lien avec l'urbanisme ») durant la période sans assemblées, ces dossiers constituant une expérimentation qui enrichira le débat à l'automne 2014 ;
- Déterminer la distinction entre opérations en lien avec l'urbanisme et autres opérations (travaux neufs, ...) en fonction du fait générateur du dossier (demande communale ou choix syndical). Si le fait générateur relève de l'ouverture d'une zone à l'urbanisme, de la signature d'un PUP ou d'un autre dispositif de contribution financière de la part d'un bénéficiaire, d'une autorisation d'urbanisme accordée ou de nouveaux branchements pour du bâti existant au droit d'un réseau saturé, alors les travaux relèvent d'une opération en lien avec l'urbanisme ; et ceci même si de façon concomitante les travaux permettent d'améliorer la situation d'habitats existants raccordés ;
- Encourager les dossiers privilégiant l'approche globale sur toute une zone ou un secteur ;
- Privilégier un dossier par commune durant l'année.

Le Bureau Syndical est appelé à en débattre.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,  
Le Président,

Jean PASCAL